

## SOMMAIRE/

### ACTUEL/

- 4 **Brèves**  
6 **Femmes migrantes à la poursuite d'un avenir**  
FABIEN KOLLER

### POINT FORT/

- 8 **Le démantèlement social au niveau cantonal**  
BENJAMIN DIGGELMANN  
10 **Le travail social au prisme des coupes budgétaires**  
LYDIA SCHNEIDER HAUSSER  
12 **«Je préférerais lutter contre la précarité que de lutter contre les gens précarisés»**  
Interview de MAURO POGGIA  
14 **PC Familles, bilan positif dans le canton de Vaud**  
ANOUEK FRIEDMANN  
16 **Economies à outrance, les dégâts vus du terrain**  
VINCENT MARTINEZ  
18 **Non-recours et travail social**  
FRÉDÉRIQUE LERESCHE,  
JEAN-PIERRE TABIN

### TÊTE-À-TÊTE

- 20 **«Ma vie a été orientée vers l'outillage social»**  
Interview de SYLVAIN THÉVOZ

### AVENIRSOCIAL

- 21 **Renvoi de «criminels étrangers»: la voix du travail social doit être entendue**  
ÉMILIE GRAFF  
22 **«Démystifier le travail social»**  
Interview de VÉRÉNA KELLER

### BIBLIOTHÈQUE

- 23 **Livres, revues**

### ANNONCES

- 24 **Formations, adresses utiles**

## ÉDITORIAL/DE L'AUSTÉRITÉ, OUI MAIS PAS SEULEMENT

RENATA VUJICA, RÉDACTRICE EN CHEF

«Le démantèlement social au niveau suisse», «Economies à outrance, les dégâts vus du terrain». Voilà des titres emblématiques du climat dans lequel se déploie le travail social actuellement. Les exemples se suivent, se ressemblent. Pour suivre l'évolution dans ses moindres recoins, Caritas met en place une veille du démantèlement social cantonal. Un démantèlement qui touche différentes prestations sociales, de l'aide aux personnes sans emploi à l'aide sociale, en passant par des sanctions plus lourdes en cas d'abus, comme le souligne Benjamin Diggelmann de Caritas Suisse.

Vincent Martinez, directeur des Perce-Neige, institution qui accompagne des personnes handicapées dans le canton de Neuchâtel, pose un regard incisif sur les demandes d'économies du canton, à l'œuvre depuis 2004. L'élue PDC présente ces mesures, prévues jusqu'en 2030, non sans ironie. Des coupes qui «ne manquent pas d'inventivité», précise-t-il. Le tout sur fond de nouveau séisme

budgetaire à venir, avec un manque à gagner dû à la péréquation financière et aux conséquences de la réforme de la fiscalité des personnes morales.

A Genève, un groupe de professionnel-le-s du travail social a publié cette année un manifeste du social pour rendre compte de la situation sur le terrain, surcharge structurelle de travail, absentéisme, dans un contexte de besoins accrus: vieillissement de la population, augmentation du nombre de familles monoparentales, etc. Lydia Schneider Hausser, députée socialiste au Grand

conseil genevois et travailleuse sociale, présente l'injonction contradictoire, pour le travail social, de devoir faire toujours plus avec toujours moins de moyens. «Les services sociaux sont souvent pris en tenailles entre les procédures souvent éloignées de la pratique professionnelle et l'obligation légale d'octroyer des prestations.»

Pourtant, au-delà des constats alarmants, ce numéro se veut plus qu'une photographie de l'austérité. Il donne aussi la parole à ceux et celles qui se situent «de l'autre côté», affairés à gérer les budgets ou à distribuer les prestations. Pour le ministre genevois de l'emploi, de la santé et des affaires sociales Mauro Poggia, couper, c'est certes la solution de facilité. Mais il se défend de mépriser la population précarisée et les probléma-

tiques du terrain. Si coupes il y a, il existe aussi de nouvelles prestations, comme les prestations complémentaires pour familles, déployées dans plusieurs cantons. Dans ce numéro, zoom sur

**«Au-delà des constats alarmants, ce numéro se veut plus qu'une photographie de l'austérité»**

l'exemple vaudois, qui octroie les PC Familles depuis maintenant cinq ans.

Enfin, il existe une face moins visible, lorsqu'on parle de budgets: le non-recours aux prestations de la part des ayants droits. Frédérique Leresche et Jean-Pierre Tabin rappellent qu'en France, par exemple, les sommes que représentent les non-recours sont 90 fois supérieures aux abus, si souvent médiatisés. Les finances publiques dans leur complexité, donc, pour ce numéro sciemment intitulé «logiques», non «coupes» budgétaires. ■